Extrait du Rencontres Sociales

http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article1924

Prendre sa retraite [et en jouir] en bonne santé ! Une question que la « réforme Sarkozy » n'aborde pas...

- Tribune -

Date de mise en ligne : lundi 4 octobre 2010

Description :

RS dans son dernier « édito » évoquait le débat sur les retraites et notamment les échanges lors d'une réunion du Ceges qui avait invité notre ami Jean-François Jean, Président de MFP Retraite et vice président de l'UMR. Une notion a été discutée qui nous paraît fondamentale et qui pourtant demeure peu étudiée et exploitée par les acteurs du mouvement social et syndical comme par ceux de l'Economie sociale. Il s'agit de l'espérance de vie en bonne santé (AVBS pour reprendre l'abréviation utilisée par l'INSEE).

Rencontres Sociales

RS dans son dernier « édito » évoquait le débat sur les retraites et notamment les échanges lors d'une réunion du Ceges qui avait invité notre ami Jean-François Jean, Président de MFP Retraite et vice président de l'UMR. Une notion a été discutée qui nous paraît fondamentale et qui pourtant demeure peu étudiée et exploitée par les acteurs du mouvement social et syndical comme par ceux de l'Economie sociale. Il s'agit de l'espérance de vie en bonne santé (AVBS pour reprendre l'abréviation utilisée par l'INSEE).

Gérard Filoche avait levé le lièvre dans son dernier ouvrage sur les retraites [« Une vraie retraite à 60 ans, c'est possible » aux éditions JC Gawsewitch. 18,90, 200 p ...] et Olivier Besancenot y faisait référence dans son interview sur France Culture du 25/09.
Mais peu de chose en fait dans le concert actuel.
Cette notion n'est bien sûr jamais présente dans le discours du Gouvernement, qui d'ailleurs ne s'en soucie guère : sa « réforme » ne concerne pas les personnes et le situations réelles mais l'image que donne la France aux agences de notations. Plus étonnant est le peu de place que semblent, sous réserve d'inventaire, lui consacrer les négociateurs syndicaux.
Et pourtant il nous apparaît devoir nous y arrêter dans la mesure où elle est essentielle pour une approche globale des hommes et des femmes, salariés ou retraités, qui sont au centre de nos engagements.

La position « idéologique » de Sarkozy et les intérêts bien compris de Madame Parisot imposent une segmentation systématique des situations sans prise en compte de l'enchaînement de celles-ci. Les statistiques du Cor, pour une large part sollicitées (dans tous les sens du terme) dans la justification de la présente « réforme » sont très « arrêtées » et quand elle se projettent dans l'avenir elle relèvent d'un « optimisme mécaniste ».
Très « arrêtées », elles prennent les retraités à travers un type statistique moyen sans observer et traiter, alors qu' il s'agit de questions sociales, les plus faibles.
Très « mécanistes optimistes », elle n'envisagent que des progressions arithmétiques sans prendre en compte des réalités dérangeantes. La baisse de l'espérance de vie qu'a connu la Russie à la chute de l'URSS montre ce à quoi une crise grave et le démantèlement concommitent des structures sociales et de santé peut conduire. Si nos conditions sont différentes, cette baisse devrait nous amener à nous interroger sur notre contexte et nos évolutions.

Qu'est ce que l'AVBS ? Pour reprendre la définition de l'INSEE "l'espérance de vie en bonne santé (à la naissance), ou années de vie en bonne santé (AVBS), représente le nombre d'années en bonne santé qu'une personne peut s'attendre à vivre (à la naissance). Une bonne santé est définie par l'absence de limitations d'activités (dans les gestes de la vie quotidienne) et l'absence d'incapacités.
L'AVBS est un indicateur d'espérance de santé qui combine des informations sur la mortalité et la morbidité."

Or à partir de cette définition que dit l'INSEE lors de la dernière étude publiée sur le sujet : "L'espérance de vie « en bonne santé » c'est à dire sans limitation d'activité (ou sans incapacité majeure liée à des maladies chroniques, aux séquelles d'affections aiguës ou de traumatismes) répond à un enjeu de bien être. En France, en 2007, l'espérance de vie « en bonne santé » à la naissance est estimée à 64,2 ans pour les femmes. Elle est plus faible pour les hommes (63,1 ans). Entre 1995 et 2003, l'espérance de vie en bonne santé à la naissance avait augmenté d'un an et demi pour les femmes et d'une demi-année pour les hommes, mais ces derniers bénéficient d'une nette amélioration récente qui a effacé cette différence d'évolution".

Sans nous lancer dans l'exégèse de ce commentaire il est frappant de constater l'écart entre l'évolution de l'espérance de vie globale et celle de l'AVBS.
L'espérance de vie en bonne santé est loin de suivre le rythme de l'espérance de vie.

Copyright © Rencontres Sociales

Mais surtout cette AVBS recouvre des inégalités qui vont s'aggravant et à des risque d'être impactée par des évolutions que peu prennent en compte.

Ces inégalités croissantes, l'Ined y a consacré une étude au titre éloquent : La « double peine » des ouvriers :plus d'années d'incapacité au sein d'une vie plus courte » (Peuple & Société n° 441 "La double peine des ouvriers")
Nous renvoyons à la lecture de l'intégralité de l'étude que nous publions sur notre site. Mais d'autres études attirent l'attention. Lors des « Journée de rentrée de la FNMF » Eric Marazanoff se référait à une longue étude de la CNRACL* qui montrait que les risques d'invalidité pour les agents les plus âgées avaient, après des années de replis ou de stabilisation, considérablement augmenté ces dernières années.

Bien sûr nous ne sommes pas à la veille de « la retraite des morts » que dénonçaient les dirigeants de la CGT pour s'opposer aux premiers dispositifs. Mais parler aujourd'hui de retraite comme si nous étions dans un trend vertueux de société en progrès régulé(e) par un Etat bienveillant, comme si nous ne vivions pas une dégradation du travail, de ses conditions et de ses conséquences nous paraît « inconséquent ! ».

Bien sûr, et heureusement, il existe des couches de la population qui profitant des progrès du monde moderne abordent la soixantaine et plus en parfait état et aspirent à continuer. On les aura beaucoup entendus. Et c'est normal, ils sont dans le même monde que beaucoup des responsables des médias et des acteurs du « débat » public, mais il ne font pas, comme les « poissons volant » la majorité de l'espèce et en tout état de cause la majorité de l'espèce.

Par bonne conscience, on évoque comme une fatalité les inégalités les plus criantes face à la mort, notamment quant à l'espérance de vie « ouvriers/cadres ». Mais c'est pour les renvoyer à des politiques futures qui devront s'attacher à les réduire. Pas pour les intégrer au grand débat qu'aurait nécessité cette « grande » réforme et qui montre ce faisant son caractère conjoncturel, dérisoire et par là dangereux.
Ces inégalités nous paraissent au contraire devoir au coeur même de notre réflexion.
Non seulement les ouvriers vivent moins, mais ils vivent considérablement « pire ».

C'est vrai qu'on parle peu des ouvriers aujourd'hui ce qui explique peut être l'indifférence.
Mais peut on raisonnablement admettre les tours de passe-passe qui ont déqualifiées un titre trop chargé politiquement dans une logique à peine caricaturée « plus d'ouvriers, plus de classe ouvrière, plus de lutte de classe ! » (notons que certains « opérateurs » ainsi requalifiés, tout imprégnés qu'il sont des images du monde moderne, se sont prêtés de très bonne grâce à cette mystification).
Mais à supposer, pour faire vite, que les ouvriers soient amenés à disparaître « sanitairement » et sociologiquement, ce que pointe les études auxquelles nous nous référons c'est que de nouvelles populations sont appelées à connaître ces évolutions et ces inégalités.

Prenons quelques exemples. L'amiante est emblématique des menaces qui pèsent sur les conditions de vie et d'espérance de vie de populations diverses ; certes les ouvriers sont, « à tout seigneur tout honneur », les plus exposés, mais l'affaire de Jussieu leur a fait découvrir de nouveaux camarades.
Aujourd'hui les pesticides atteignent un tel degré de concentration et de diffusion que certains épidémiologues sonnent l'alerte. Un de ces produits interdit en métropole a vu son utilisation prolongée aux Antilles avec des conséquences sanitaires catastrophiques (bien sûr nous n'ouvrirons pas la « fenêtre » de l'existence de citoyens de première classe, de deuxième, voire de troisième).
Les études qui ont conduit à la politique européenne REACH, même euphémisées ne rendent pas très optimistes.
La « mal bouffe » font de l'obésité une menace pour la vie même de populations de plus en plus répandues.

Mais il est d'autre voie pour la « mal vie » et la « courte vie ».
La série de suicides à France Télécom et l'engagement d'amis syndicalistes ont attirés l'attention sur la dégradation

Copyright © Rencontres Sociales

des conditions de vie de ceux-là même qui étaient les « gagnants » de l'étude de Peuple & Société. Le stress est devenu, pour les acteurs des nouvelles formes de travail, la forme moderne de l'épuisement des travailleurs manuels.
Les journées de travail déstructurées, l'éloignement habitation/travail qui va croissant, l'angoisse pour l'emploi, la précarité des contrats, contribuent tous à une dégradation du travail et de la santé des travailleurs.

Un nombre de plus en plus grand d'observateurs constate cet épuisement, et les patrons les constate qui, cyniquement toute en appuyant la « réforme » se débarrasse des senior les abandonnant à la solidarité nationale et celle-ci étant progressivement démantelée à la pauvreté.

Car dans le même temps, au nom de la modernité de la société libérale, lla solidarité et les systèmes de santé malgré les progrès immenses des « outils » disponibles et l'engagement d'un grand nombre de professionnels vont se dégradant.
Des fractions, encore marginales, mais en nombre croissant, de la population voient leur accès aux soins se restreindre. Des médecins dans les quartiers dit « difficiles » qui sont en fait des quartiers de relégation constate la réapparition de maladies, de situations sanitaires que l'on considéraient auparavant en voie de disparition.
Sur injonction du patronat, le Gouvernement est en train de démanteler la médecine du travail ou du moins ce qu'il en demeurait. Des menaces se profilent sur les CHSCT.
Les nouveaux « ajustements structurels » que nous vivons sont - et là Sarkozy a raison !- en rupture avec les évolutions progressistes que nous vivions dans les dernières années de cet Etat providence, ou du compromis social, tant dénoncé jusqu'à ce que la vague libérale ne l'emporte.

Dans cette énumération de « crises » du travail dans notre société de marché, nous ne nous sommes pas sortis de notre sujet.

Ici est l' explication de l'écart entre évolution de l'espérance de vie globale et évolution de l'espérance de vie en bonne santé et donc de l'importance de la prise en compte de l'AVBS dans le débat actuel.

Au lieu de cela le Gouvernement entame un débat indécent sur la « pénibilité » , laissant entrevoir que les plus abîmés pourraient... si une commission le décidait... !
Mais si, comme les évolutions semblent le montrer la pénibilité est la règle, tout change !
C'est sur les innombrables maillons faibles qu'il faut fonder tout le système et non sur les happy few auxquels bien sûr toute licence devrait être donnée de continuer aussi longtemps qu'ils le souhaitent.
On renverserait ainsi la proposition, ou plutôt on confirmerait la règle, à 60 ans le droit ! à plus tard à qui veut ou qui peut.

Si la « réforme » de la retraite est « le » sujet, comme cela nous est présenté, elle aurait mérité autre chose que le simulacre de concertation auquel nous avons assisté et que le débat parlementaire avorté (comme le permet la « réforme » récente de la Constitution !) auquel elle donna lieu.

Car il apparaît de plus en plus impossible, s'il s'agit de considérer l'humain et non de satisfaire aux exigences croisées des spéculateurs et des nouveaux « patrons » à l'heure de la financiarisation, de saucissonner le social : Travail / Santé / Retraite / Dépendance doivent être considérés ensemble, dans une recherche de cohérence.

Si ceux qui aspirent à exercer le pouvoir pour « changer la vie » ont, plus que des propositions dispersées, un engagement à prendre pour les salariés (du public comme du privé) et les retraités qui veulent vraiment que cela change, c'est dans cette approche globale financée tant par les cotisations que par la solidarité nationale fondée sur l'imposition de l'ensemble des richesses et des revenus.

Copyright © Rencontres Sociales

S'agissant de l'Economie sociale, nombre de ses acteurs sont au coeur de cette approche. Les Mutuelles santé, bien évidemment, les nombreuses associations oeuvrant dans le social et le médico-social et la solidarité, les institutions issues du monde syndical (CE et CHSCT), les secteurs experts, devraient engager une concertation en réponse aux pratiques autoritaires de l'actuel gouvernement qui dans son empressement crée l'urgence.

Copyright © Rencontres Sociales